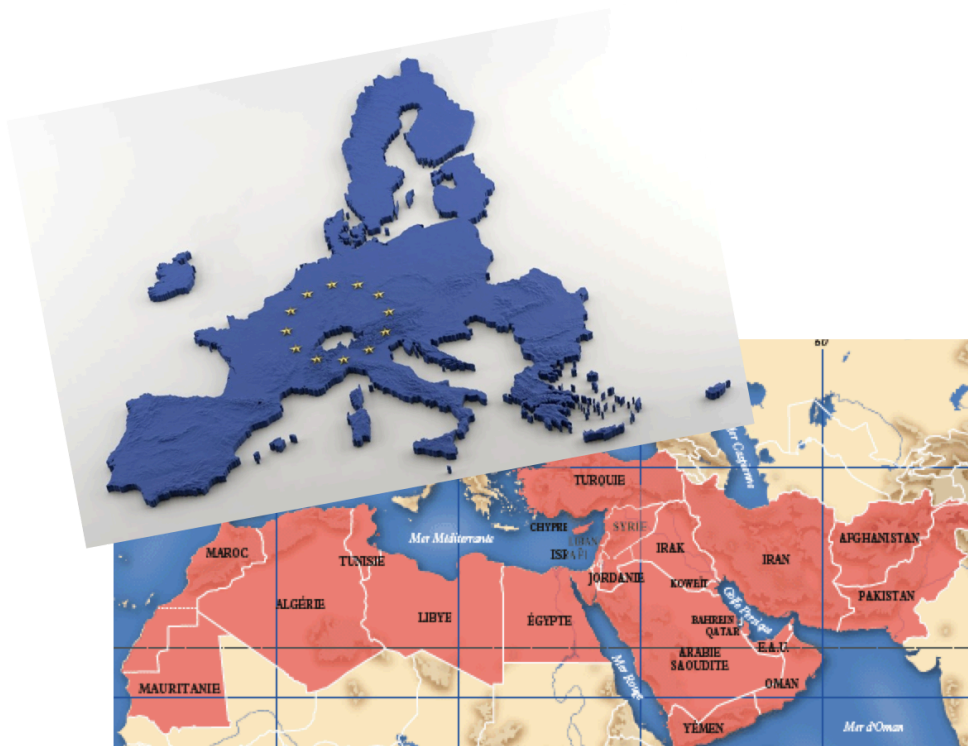




Euro-Mediterranean-Middle East summit



Comment relancer une coopération trans-méditerranéenne/Moyen-Orient profitable?

Commissaires: Rodriguez Nadia, Roussin Jules, Brague Laure

SOMMAIRE

I) INTRODUCTION

II) LE COMMERCE TRANSMÉDITERRANÉEN, UNE CLÉ POUR LA CROISSANCE RÉGIONALE ET LA STABILITÉ

III) UN ENJEU À RÉGULER, LES MIGRATIONS TRANSMÉDITERRANÉENNE

IV) REPENSER L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

V) UN OBJECTIF DE SÉCURITÉ COMMUNE, LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LES CONFLITS

VI) LES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES DANS LA RELATIONS EUROMED-MOYEN ORIENT

VII) BIBLIOGRAPHIE

I) INTRODUCTION

L'actualité géopolitique est complexe pour les pays que l'UE a décidé de réunir pour ce sommet international qui souhaite rouvrir le dialogue entre voisins et pays nécessairement amenés à coopérer dans de nombreux domaines. Il faut relancer l'économie internationale après le coup d'arrêt du COVID. D'ailleurs, la Commission Européenne entend convaincre ces partenaires que les relations économiques transméditerranéennes et Europe-Moyen Orient sont une garantie de stabilité et une promesse d'avenir qui pourraient créer un cercle vertueux de développement conjoint. Mais, cette relance ne peut se faire sans prendre en considération, les tensions régionales, migratoires ou encore les menaces qui pèsent sur notre environnement, qui restent un frein pour le décollage de l'ensemble de nos États et de relations plus fructueuses. Le bassin méditerranéen est justement un des espaces les plus fragiles dans le contexte du réchauffement climatique. Ici aussi la coopération internationale dans laquelle l'Union veut jouer un rôle central doit être dynamisée. De nombreux autres enjeux parcourent les relations entre nos pays riverains de la Méditerranée et membres des ensembles européens et Moyen-Orient : les flux migratoires qui pour l'Union doivent impérativement être contrôlés avec l'aide des partenaires régionaux et en échange d'une coopération accrue pour le développement et la concorde régionaux.

Le Conseil européen et la Commission européenne ont lancé en 2023 l'idée d'un grand sommet entre voisins méditerranéens relançant des initiatives comme celles du processus de Barcelone qu'elle veut élargir à l'espace Moyen Orient qui devient un des centres de gravité d'un monde en pleine mutation. L'Union européenne, à l'initiative de cet **Euro-Mediterranean-Middle East Summit de Madrid 2024**, veut créer le cadre d'un dialogue renouvelé qui permette de créer les conditions d'une synergie positive entre les différents pôles de dynamisme européen, méditerranéen et moyen-oriental. Elle espère que ce sommet permette de dessiner les grandes lignes de relations plus resserrées et fructueuses. Pour cela, elle entend que chacune des parties prenantes agissent avec sincérité et franchise, mais surtout en prenant, de façon constructive et cordiale, de la hauteur, en pensant à l'intérêt de nos sociétés si longtemps entre-mêlées et condamnées à s'entendre.

La Commission européenne en accord avec les chancelleries diplomatiques des plus de 20 pays invités aux côtés des États membres, proposera un projet de texte international qui sera soumis à discussion et enrichissement et qui pourra poser les bases de réunions plus régulières, de principes de collaboration pacifique et constructive, voire d'actions concrètes dans l'intérêt de toutes les parties réunies à ce sommet.

A cette fin, la Commission européenne a préparé une série d'éléments de réflexion consignés dans ce rapport qu'elle adresse à l'ensemble des États conviés au **Euro-Mediterranean-Middle East Summit de Madrid 2024**.

A. Les acteurs d'un sommet euro-Méditerranée- Moyen Orient

1. Comment définir les pays méditerranéens?

Les pays et les régions riveraines de la Mer Méditerranée constituent le bassin méditerranéen. Il ne partage pas seulement un espace maritime commun, mais une longue tradition culturelle commune (phéniciens, gréco-romains, Islam et chrétienté...) et d'échanges économiques et migratoires.



2. Comment définir Le Moyen Orient ?

Géographiquement, le Moyen-Orient (MO) se définit comme l'ensemble des pays de l'Asie de l'Ouest et du Sud-Ouest, de la Turquie à la péninsule arabique (3000 km) et de l'Égypte à l'Iran (3500 km) et depuis 2001, avec la montée du terrorisme international, les États-Unis ont tendance à inclure l'Afghanistan et le Pakistan dans les dynamiques géopolitiques du MO.

Il s'agit là d'une **vision occidentale**, les pays du Moyen Orient ne se définissent pas comme tels et n'ont **pas d'instances communes** qui puissent agir au nom de la région, ce qui rend compliqué de possibles négociations au niveau régional.

La caractéristique commune des pays du Moyen Orient, si elle existe, est plutôt à chercher dans une situation géopolitique exceptionnelle au carrefour des continents, des mers et des civilisations, ce qui a toujours fait du Moyen Orient un lieu de passage et de commerce, mais aussi un espace de conflits récurrents.



B. Quels sont les défis qui se posent au Moyen-Orient ?

1. Enjeux culturels, ethniques et religieux

De nombreux enjeux culturels et religieux influencent les relations entre les Etats du Moyen Orient et doivent être pris en compte pour mener à bien une coopération efficace avec les pays de la région.

Dans un espace relativement réduit coexistent 3 grands peuples, les **Perses ou Persans** (Iran-Afghanistan), les **Turcs** (installés sur le plateau anatolien), et les **Arabes** répartis dans le Croissant fertile, la péninsule arabique et en Egypte. Ces trois peuples revendiquent une histoire glorieuse, pas toujours en accord avec leur situation économique et géostratégique actuelle.

Des **peuples minoritaires** et dispersés sur plusieurs Etats : les **Kurdes** en Turquie, Irak, Syrie et les **Juifs** aujourd'hui vivant majoritairement en Israël. Ces peuples parviennent à coexister la plupart du temps, mais la montée du nationalisme (juif, arabe ou turc) peut provoquer des conflits ou les amplifier.

Au Moyen Orient coexistent **3 grandes religions monothéistes** : **judaïsme, christianisme et Islam**. Aujourd'hui, l'**Islam** est la religion majoritairement pratiquée au Moyen Orient. En dehors du cas d'Israël (Etat hébreu) et sa population majoritairement **juive**, il y a des minorités **chrétiennes** dans les grandes villes en Irak, Egypte, Syrie, Liban, Israël. Toutes ces grandes religions sont traversées par des courants qui sont à l'origine d'autant de communautés religieuses qui peuvent s'entendre... ou pas. Par exemple, en Irak, les tensions sont fortes entre les musulmans chiites majoritaires et les sunnites minoritaires, ce qui donne naissance à des gouvernements instables.

Depuis la décolonisation et l'indépendance des Etats, de nombreux **litiges frontaliers se produisent au MO**. Il y a des murs sur les frontières terrestres entre l'Arabie saoudite et le Yémen, par exemple, mais le plus connu est celui entre Israël et la Cisjordanie et entre Israël et Gaza que les Israéliens appellent « barrière de sécurité ». Il existe aussi une forte barriérisation des frontières de contact entre cette région et l'Union Européenne (frontières bulgare-turque, gréco-turque, question chypriote)...

2. Enjeux économiques et de ressources

Le Moyen Orient comprend des **ressources d'hydrocarbures non négligeables** avec les 2/3 des réserves mondiales de **pétrole conventionnel** dont 25% en Arabie Saoudite, 11% en Irak et 9% aux EAU, au Koweït et en Iran, et 40 % des réserves de **gaz naturel**.

Il y a des points de passage stratégiques des hydrocarbures qu'il faut sécuriser : détroits de Bab-el-Mandeb vers la mer Rouge et le canal de Suez ; détroit d'Ormuz vers le golfe Persique ; sans oublier le détroit des Dardanelles et celui du Bosphore vers la mer Noire. S'y ajoute un réseau complexe de pipelines qui doit aussi être l'objet de réflexions, notamment pour faire face au besoins de l'UE en énergies fossiles.

Le pétrole a été à l'origine de nombreuses guerres : Iran-Irak (1980-1988) ; les deux guerres du Golfe (1990-1991 et 2003). Il a aussi été stratégique pour les ressources des islamistes de l'Etat islamique (ISIS) entre 2014 et 2019. Il y a aussi des **litiges frontaliers en mer** pour déterminer les **ZEE**. Bien sûr ce sont les ressources stratégiques qui sont l'enjeu des tracés, comme les **gisements de gaz découverts récemment au large d'Israël et du Liban** (d'autant plus importants que ces deux pays n'ont pas de gisements terrestres).

Le MO est essentiellement une **région aride**. Plus la population est nombreuse, plus la pression sur les ressources en eau est forte, mais ceux qui s'en sortent le mieux sont les pays riches. Dans les Etats pétroliers comme l'Arabie saoudite et les EAU, il y a des usines de dessalement de l'eau de mer. Mais au Yémen, pays en conflit et en difficulté économique, la situation est critique : beaucoup d'habitants du Yémen risquent d'être amenés à nourrir une vague de réfugiés climatiques. **L'eau ne**

conduit pas encore à des guerres entre Etats, mais crée de graves tensions entre la Turquie et ses voisins au Sud (Irak et Syrie) et c'est aussi une des causes aggravantes du conflit israélo-palestinien.

C. Les relations Union Européenne - Moyen Orient - pays du Maghreb et du Machrek

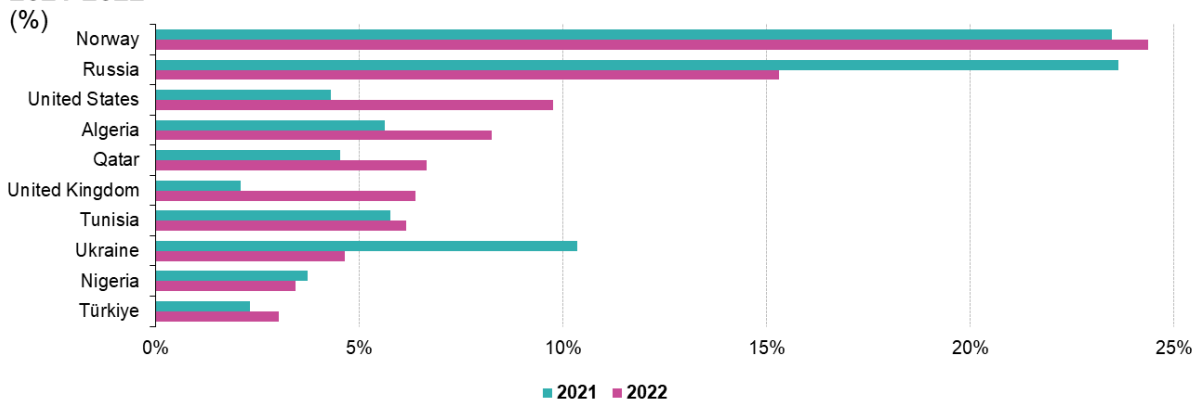
1. Des relations et une coopération affaiblies

L'UE est une région voisine du Moyen-Orient, du Maghreb et du Machrek. Elle tente de s'impliquer dans les échanges régionaux de plusieurs manières. Cependant, ce voisinage est marqué par une instabilité et insécurité dont L'UE doit subir les effets.

Tout d'abord, malgré une proximité géographique, les **relations entre le Moyen-Orient et l'UE sont relativement inégales** et ont tendance à **décliner ces dernières années**. En effet, on peut dire que la région du Moyen Orient se détourne de l'UE dans plusieurs domaines.

Dans le domaine économique, l'Union Européenne importe 93% de son pétrole brut et deux tiers de son gaz naturel, mais le poids du Moyen-Orient dans ces importations n'est que de 9% et 10%.

Extra-EU imports of natural gas, transit from neighbouring countries, 2021-2022



Note: This figure refers to the entries of natural gas from non-EU countries in the EU; Switzerland is nevertheless excluded from the list of origins as the gas transiting Switzerland (and entering to the EU from this country which is enclaved into the EU) has been by definition already reported as an entry by another EU Member State.

Source: Eurostat (online data code: nrg_ti_gasm)

eurostat

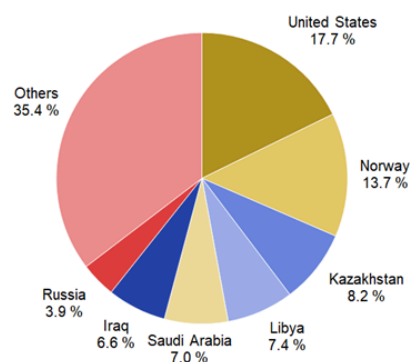
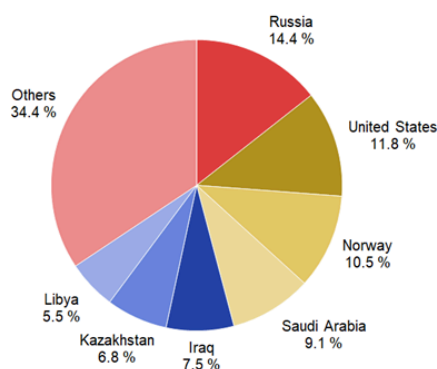
[Natural gas supply statistics - Statistics Explained \(europa.eu\)](https://ec.europa.eu/eurostat/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=en&plugin=1)

EU imports of petroleum oils by partner

(share (%) of trade in value)

Third quarter of 2022

Third quarter of 2023



Source: Eurostat database (Comext) and Eurostat estimates

eurostat 

[EU imports of energy products - latest developments - Statistics Explained \(europa.eu\)](https://ec.europa.eu/eurostat/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=en&plugin=1)

Du point de vue des flux migratoires, l'attraction de l'UE sur les migrants internationaux du Moyen-Orient s'est affaiblie depuis le conflit syrien (sauf de la part de la Turquie), ceux-ci se rendant le plus souvent dans des monarchies arabes. Mais la pression migratoire reste forte. Cette même situation a lieu pour les flux d'étudiants internationaux (à l'exception du Royaume-Uni, l'Europe se présente comme une destination moins attractive, en comparaison aux Etats-Unis et au monde arabe). De plus, la coopération scientifique et universitaire entre les pays européens et ceux du MO est très faible (sauf pour l'Israël et la Turquie). Enfin les flux de touristes européens internationaux vers le Moyen-Orient (sauf vers certains pays du Golfe) se sont effondrés depuis le début du XXI^e-siècle.

En outre, même si l'UE est présente et active au Moyen-Orient, **le bilan de son action peut sembler limité alors qu'elle est l'espace dynamique le plus proche de cette région.** L'UE s'implique dans le règlement de plusieurs dossiers régionaux majeurs (mais il reste quand même difficile de mesurer les résultats de son action). Dans le cadre de la PESC (Politique de sécurité et de sécurité commune), elle met en œuvre des missions de désarmement, d'action humanitaire, de prévention des conflits, de maintien de la paix ou de gestion des crises. Elle a également développé une expertise en matière d'aide humanitaire: présence dans quatre pays du Moyen-Orient (Irak, Syrie, Jordanie, Yémen) pour les aider à accueillir les réfugiés syriens. Toutefois, son action relève davantage de l'accompagnement et de la réaction aux crises que de l'anticipation et de la stratégie politique. Voilà une série d'enjeux que ce sommet aimerait aborder alors que l'Europe a eu pendant des siècles des relations privilégiées avec la région. **Elle veut proposer à ses homologues de les relancer.**

Il est aussi à noter qu'il est difficile pour l'UE d'être un acteur qui ait du poids dans cette région à cause de sa manière d'envisager les relations internationales. En effet, face à certains enjeux (surtout à propos de l'intervention militaire), l'UE se présente comme une collection d'États souverains et non comme un acteur unique. De plus, pour certains pays membres, comme la Pologne, les Pays Baltes, la Suède...la priorité est dans le voisinage oriental et pas dans le voisinage méditerranéen. **Donc, la mise en commun des politiques étrangères des pays européens doit pouvoir s'améliorer en particulier à l'occasion de ce sommet.**

2. Un précédent aux succès mitigés, le processus de Barcelone

Le **Processus de Barcelone**, officiellement connu sous le nom de Partenariat euro-méditerranéen, a été lancé en 1995 lors de la Conférence de Barcelone. Il s'agissait d'une initiative visant à renforcer la coopération entre l'Union européenne (UE) et les pays méditerranéens,

y compris ceux du Moyen-Orient. L'objectif principal était de créer une zone de paix, de stabilité et de prospérité partagée entre les deux régions. Il visait également à renforcer le dialogue politique et à encourager la coopération dans des domaines tels que le commerce, l'éducation, la culture et les affaires sociales. 30 ans plus tard, le sommet de Madrid entend relancer l'esprit de Barcelone, à l'initiative de la Commission européenne qui juge que le moment quelles que soient les difficultés actuelles, justifie justement de reprendre la voie d'une coopération plus forte.

Le processus prévoyait la création d'une **zone de libre-échange** entre l'UE et les pays méditerranéens partenaires, favorisant ainsi le commerce et l'investissement. Des **accords d'association** ont été négociés avec plusieurs pays, visant à éliminer progressivement les barrières commerciales, mais pas de zone de libre-échange à proprement parler.

Le Processus de Barcelone cherchait à renforcer le dialogue politique entre les partenaires, encourageant la coopération en matière de sécurité, de lutte contre le terrorisme et de gestion des crises. Des forums de discussion ont été établis pour traiter de questions politiques, économiques et sociales, sans beaucoup de résultats concrets.

Le processus encourageait la coopération dans des domaines spécifiques tels que l'éducation, la recherche, la culture, la justice, et les affaires sociales. Des initiatives ont été lancées pour promouvoir l'échange d'étudiants, la recherche conjointe, et la collaboration dans divers secteurs.

L'UE a mis en place le Programme MEDA (Mésopotamie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie) pour financer des projets visant à promouvoir le développement économique et social dans la région euro-méditerranéenne.

Cependant, il est important de noter que le processus a également rencontré des défis, notamment des difficultés liées aux conflits politiques dans la région, aux disparités économiques et aux enjeux sécuritaires, et que peu de résultats concrets ont été obtenus. Le sommet de Madrid 2004 entend replacer ces engagements comme horizon de coopération commune et l'étendre aux pays du Moyen Orient dans leur ensemble.

3. Un Objectif clair : relancer la coopération

L'Union Européenne et ses partenaires méditerranéens et moyen-orientaux souhaitent relancer cette coopération, pour le bénéfice mutuel de l'Union Européenne et des parties du sommet, en se centrant sur les principaux aspects des relations mutuelles :

1. Les relations commerciales
2. Les enjeux de sécurité en particulier la lutte contre le terrorisme
3. La question des migrations transméditerranéennes et l'aide au développement
4. Le lancement d'une réflexion commune sur les questions environnementales

II) LE COMMERCE TRANSMÉDITERRANÉEN, UNE CLÉ POUR LA CROISSANCE RÉGIONALE ET LA STABILITÉ

Comment soutenir une coopération économique entre l'UE et les pays du Moyen Orient?

A.L'Union Européenne

L'UE est un important partenaire commercial pour tous les pays de la région. Elle représente près de 50% de leurs échanges commerciaux (importations et exportations à hauteur de 141 milliards d'euros en 2002), contre 13% (38 milliards d'euros) pour les États-Unis. En 2001, les échanges de services avec l'Union européenne s'élevaient à 32 milliards d'euros. Les flux d'IDE provenant de l'UE et entrant dans la région représentaient 2 milliards d'euros (2001); et les actifs d'IDE, 25 milliards d'euros (fin

2001). Les flux d'IDE en provenance des États-Unis s'élevaient à 3 milliards de dollars américains (2001); et les actifs d'IDE étaient de 18 milliards de dollars américains (fin 2001) pour les pays méditerranéens et la région du Golfe.

Ressources naturelles de l'UE

Agriculture : L'agriculture est une ressource primaire importante dans de nombreux pays de l'UE. Certains pays comme la France, l'Allemagne et l'Espagne sont parmi les principaux producteurs agricoles de l'UE. Les cultures, l'élevage et les produits laitiers contribuent significativement à l'économie agricole de la région.

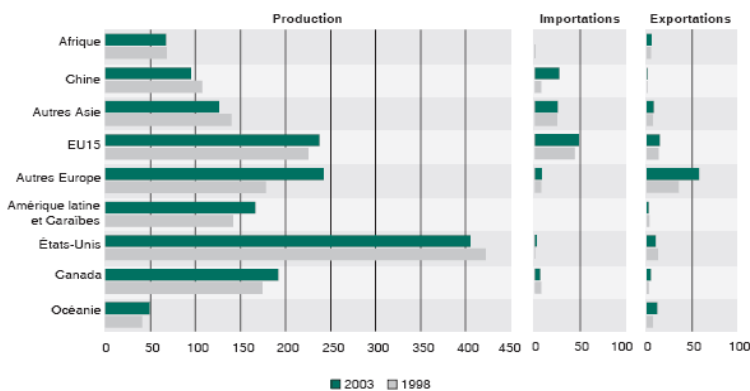
Forêts : Les forêts fournissent du bois, du papier et d'autres produits dérivés, et jouent un rôle essentiel dans la gestion durable de l'environnement. Certains pays, tels que la Suède et la Finlande, ont d'importantes ressources forestières.

Pétrole et gaz : Certains pays de l'UE possèdent des ressources significatives en pétrole et en gaz naturel. Par exemple, la mer du Nord est une région riche en hydrocarbures, avec des pays comme la Norvège et les Pays-Bas exploitant ces ressources.

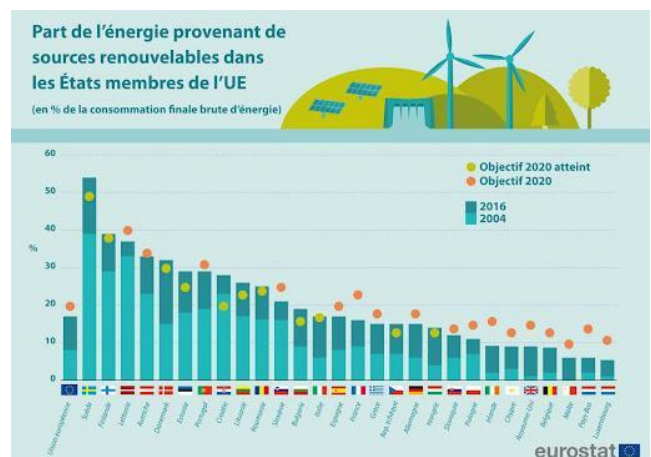
Énergie renouvelable : L'UE met de plus en plus l'accent sur les énergies renouvelables, notamment l'énergie éolienne, solaire, hydraulique et biomasse. Ces sources d'énergie constituent une ressource primaire cruciale dans le contexte de la transition vers une économie plus durable.

Minéraux : Certains pays de l'UE possèdent des ressources minérales importantes, notamment des métaux tels que l'acier, l'aluminium, le cuivre et d'autres minéraux industriels. L'exploitation minière est une activité économique significative dans certains États membres.

Technologie et innovation : Les compétences humaines, la recherche et le développement technologique sont également considérés comme des ressources primaires importantes dans l'UE. Les investissements dans l'éducation, la formation et l'innovation contribuent à la compétitivité globale de la région.



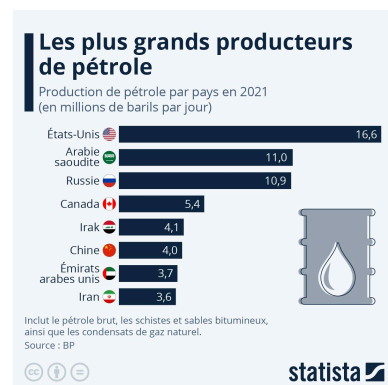
Source: FAO, 2004a.
Note: EU15 désigne les pays membres de l'Union européenne en 2003.



B. Le Moyen-Orient

Première région productrice d'hydrocarbures

Cette région possède 30% de la production de pétrole, 20% de la production de gaz naturel, 60% des réserves de pétrole, 40% des réserves de gaz naturels et presque 50% des exportations de pétrole. **La Répartition au niveau des réserves est divisée entre 6 pays principaux** l'Arabie saoudite qui 35% du stock l'Iran l'Irak; l'EAU; Koweït le Qatar n'ont que 2% des réserves. **Répartition au niveau de la production** l'Arabie saoudite produit deux fois plus que l'Iran/ 4 fois plus que les EAU, certains pays non pas/presque pas de pétrole: Yémen et Jordanie



6 pays du Moyen Orient font partie de l'OPEP (L'Iran, l'Irak, le Koweït, l'Arabie saoudite les Émirats arabes unis le Qatar) 2 membres proviennent du Maghreb (Lybie, Algérie).

Principaux clients d'hydrocarbures

Les principaux clients d'hydrocarbures issues du MO en Asie sont: la Chine, l'un des plus gros importateurs de pétrole et de gaz naturel en provenance du Moyen-Orient car sa croissance économique rapide a entraîné une forte demande en énergie, l'Inde, qui est également un importateur majeur de pétrole brut et de gaz naturel en provenance du Moyen-Orient pour répondre à ses besoins énergétiques croissants, le Japon et la Corée du Sud, deux pays asiatiques étant d'importants importateurs d'hydrocarbures pour alimenter leurs industries et leur consommation domestique.

De plus, les pays de l'Union européenne, comme l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni, importent également des quantités substantielles de pétrole et de gaz en provenance du Moyen-Orient pour répondre à leurs besoins énergétiques.

Et finalement, bien que les États-Unis aient augmenté leur production de pétrole ces dernières années, ils restent des importateurs de pétrole du Moyen-Orient pour certaines de leurs raffineries et pour des raisons géopolitiques. Le Moyen Orient est capital pour le transport d'hydrocarbures vers Europe. Avec le pipeline (Kirkouk-Ceyhan): qui transporte du pétrole brut de Kirkouk en Irak vers le terminal pétrolier de Ceyhan en Turquie, d'où il est exporté principalement vers les marchés européens. Ou le Transport maritime pour le (GNL) et (GPL) avec des ports pour l'Europe tels que: Marseille, Rotterdam ou Trieste.

Ainsi, l'Europe n'est donc **pas le premier importateur** mondial d'hydrocarbures. Néanmoins elle est un des principaux clients, ce qui lui permet de tirer des négociations commerciales plus avantageuses à son égard. Son rival est l'**Asie**, notamment la Chine, qui par ses actions commerciales, étend son **influence** dans cette région.

Moyen-Orient point de passage du commerce mondial et des marchandises vers l'Europe :

Le Moyen Orient n'est pas uniquement une plaque tournante pour l'exportation d'hydrocarbures elle est aussi le point de passage du commerce international. Avec l'**Enjeu du Canal de Suez**, le deuxième point de passage du commerce mondial et passage le plus emprunté avec le canal du Panama (**la porte vers l'Europe**). Le canal génère des revenus considérables pour l'Égypte. En 2020, le canal a rapporté environ **5,61 milliards de dollars de recettes**, selon les rapports officiels. L'obstruction du Canal en 2021 montre l'importance de ce passage

l'enjeu de Bab-el-Mandeb: point de passage entre la **mer rouge** et l'**océan** ce détroit est à l'origine

de piraterie avec des prises de marchandises, bateau, ou d'otages occidentaux. L'action récente des américains et anglo-saxons au **Yémen** intervient en réponse de la capture d'un navire occidental dans cette zone. Certains navires décident même de se détourner par le cap de **Bonne espérance** pour éviter le plus de risque possible. Le Moyen Orient représente donc la **plaque tournante** du commerce mondial notamment pour l'Europe.

Chiffres clés du Canal de Suez

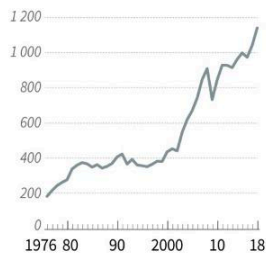
Recettes
en milliards de \$



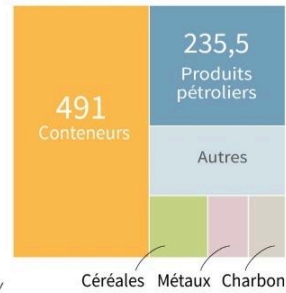
Nombre de navires
25—en milliers



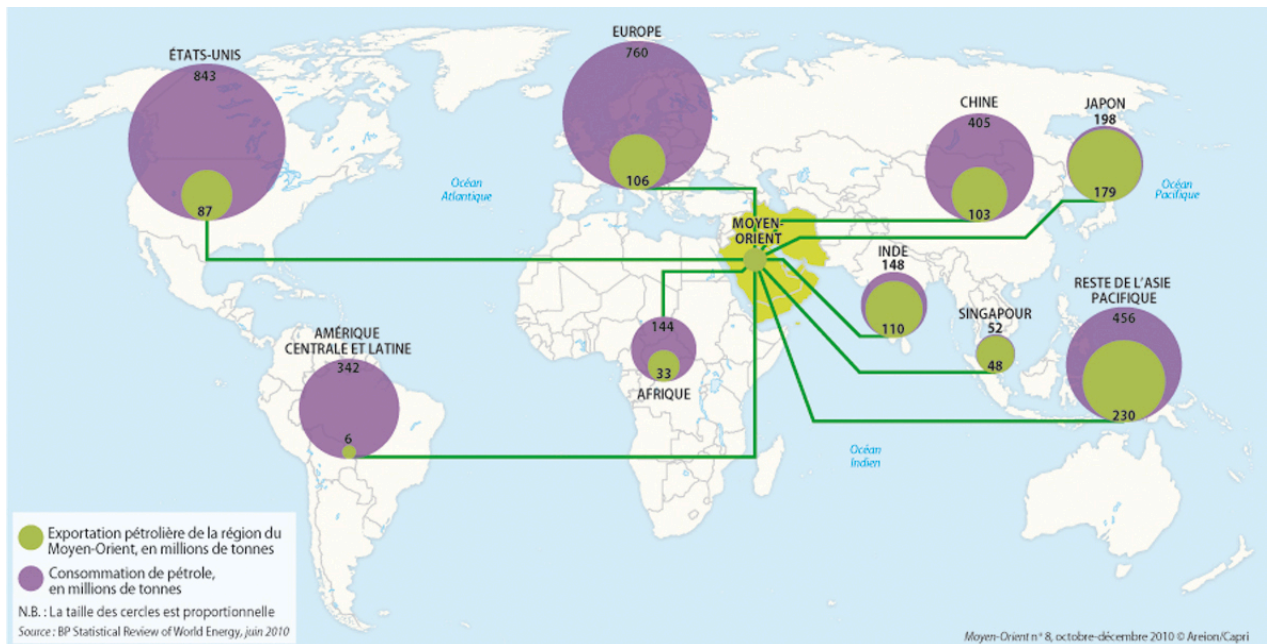
Trafic de marchandises
en millions de tonnes



Marchandises,
en millions de tonnes (en 2018)



© AFP Source : Suez Canal authority



Une coopération commerciale:

6 pays du MO sont concernés par des accords commerciaux récents avec l'UE.

En premier lieu , L'Égypte est concerné par l'Accord d'Association UE-Égypte, entré en vigueur en 2004, qui vise à promouvoir le développement économique et la coopération entre l'UE et l'Égypte. **Il inclut des dispositions sur le commerce, la libéralisation des services, et la coopération sectorielle.**

En deuxième lieu, la Jordanie est tout de même concernée avec l'Accord d'Association UE-Jordanie, en vigueur depuis **2002**, qui vise à renforcer la coopération politique et économique entre l'UE et la Jordanie. Il couvre divers domaines, dont **le commerce, la libéralisation des services, et la coopération en matière de normes et de réglementations.**

Troisièmement, le Liban avec l'Accord de libre-échange UE-Liban, entré en vigueur en **2006**, qui a pour objectif de promouvoir les échanges commerciaux et d'encourager le développement économique au Liban. **Il prévoit la suppression progressive des droits de douane sur les biens industriels et agricoles.**

Et finalement, les pays du golfe avec l'Accord d'Association UE-GCC (Conseil de coopération du Golfe). Bien que cet accord-cadre n'ait pas encore été entièrement mis en œuvre, il vise à renforcer la coopération entre l'UE et les États membres du **CCG, notamment l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Qatar, le Koweït, le Bahreïn, et Oman.**

Par ailleurs, on retrouve une prise de position politique, notamment avec l'Accord intérimaire UE-Palestine, signé en **1997**, qui couvre les relations économiques et commerciales entre l'UE et l'Autorité palestinienne dans le cadre du **processus de paix au Moyen-Orient. Il vise à faciliter les échanges commerciaux et à promouvoir le développement économique.**

De plus, un renouement avec des pays autrefois en tension avec l'Europe, **comme l'Irak, a lieu grâce à l'Accord de partenariat et de coopération UE-Irak.** Cet accord, signé en 2012, vise à établir un cadre de coopération politique et économique entre l'UE et l'Irak. Il comprend des dispositions sur le commerce, l'énergie et la coopération sectorielle.

Mais, il existe aussi des Accord aux frontières du Moyen Orient, comme l'Accord d'Association UE-Turquie. La Turquie participe à l'**Union douanière avec l'UE depuis 1996**, ce qui favorise la libre circulation des biens.

L'existence de tous ces accords nous permet donc de comprendre que l'Europe prend une place importante dans les accords économiques envers le MO, et paraît être un acteur jugé important en matière économique de cette région. Néanmoins, certains pays sont absents de ces accords comme: L'Iran, le Yémen et la Syrie.

D'autre part, les flux de marchandises entre ces deux acteurs sont décisifs dans leur relation économique.

Ainsi, les principaux produits et secteurs exportés de l'UE vers le Moyen-Orient sont: les machines et équipements industriels, les produits chimiques, les produits agricoles et alimentaires, les produits manufacturés, les produits pharmaceutiques, les technologies et services, l'énergie renouvelable et les technologies environnementales.

Et les principaux produits et secteurs exportés du Moyen-Orient vers l'UE sont: le pétrole brut, le gaz naturel, les produits chimiques, les métaux et minéraux, les produits manufacturés, les produits agroalimentaires et les services.

Entreprises européennes:

De nombreuses entreprises européennes sont installées au Moyen-Orient. Elles peuvent se classer selon 5 principaux secteurs :

Énergie : Des entreprises européennes opèrent dans le secteur pétrolier et gazier, ainsi que dans les énergies renouvelables. **TotalEnergies (France), BP (Royaume-Uni), et Eni (Italie)** sont quelques-unes des entreprises du secteur énergétique qui ont des activités au Moyen-Orient.

Construction : Des entreprises européennes participent à d'importants projets de construction et d'infrastructure. **Vinci (France) et Hochtief (Allemagne)** sont des exemples d'entreprises européennes impliquées dans des projets au Moyen-Orient.

Technologie : Des entreprises technologiques européennes fournissent des services et des solutions dans les domaines des technologies de l'information, des télécommunications et de la cybersécurité. **Nokia (Finlande) et Ericsson (Suède)** sont actives dans la région.

Automobile : Des fabricants automobiles européens ont des opérations au Moyen-Orient. **Renault (France) et Volkswagen (Allemagne)** sont parmi les entreprises du secteur automobile présentes dans la région.

Banque et Finance : Des institutions financières européennes, telles que BNP Paribas (**France**) et HSBC (**Royaume-Uni**), ont des filiales et des activités bancaires au Moyen-Orient.

L'Europe par ses entreprises garde tout de même une place importante dans les économies des pays du Moyen-Orient.

Objectif du sommet: Prendre en compte les avantages géographiques et de ressources que possède le Moyen-Orient. Tirer partie des atouts de chaque zone géographique afin de renforcer la coopération économique entre l'UE et le Moyen-Orient.

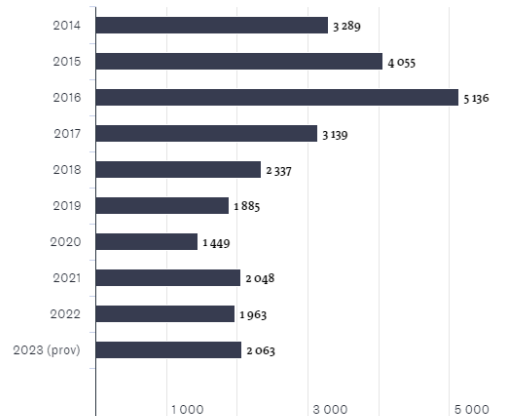
III) UN ENJEU À RÉGULER, LES MIGRATIONS TRANSMÉDITERRANÉENNE

Comment relancer une coopération transméditerranéenne/moyen orient qui permette de réguler les migrations?

A- Introduction:

Les migrations transméditerranéennes concernent les flux de migrants provenant du Moyen Orient et de l'Afrique, allant sur le sol européen. La majeure partie d'entre eux migrent de manière illégale. En effet, en 2022, selon les données de l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex), plus de 110 000 personnes ont migré illégalement passant par la Méditerranée centrale. Le bilan humain laisse aussi perplexe, s'élevant à plusieurs milliers de morts chaque année.

Données collectées de différentes sources par l'Organisation internationale pour les migrations (organisation liée aux Nations unies)



Ainsi la question migratoire est un enjeu majeur pour les pays méditerranéens européens qui accueillent, les pays du Maghreb/Machrek et le Moyen Orient. Les principaux candidats à la migration restent les Syriens, les Afghans et les Irakiens. Les accords et initiatives mis en place sont nombreux mais restent incomplets.

Comme les frontières à l'intérieur de l'Union Européenne sont ouvertes depuis l'entrée en vigueur du traité de Schengen de 1995, il est important de renforcer les frontières extérieures de l'Union. C'est l'objectif de FRONTEX, agence européenne de gardes frontières et de garde-côtes, créée en 2004 pour renforcer la coopération entre les États membres de l'UE dans le domaine de la gestion des frontières extérieures.

Elle a pour objectif de coordonner les efforts pour garantir la sécurité des frontières et gérer les flux migratoires. Au fil des années, Frontex a élargi son mandat et ses compétences. En 2016, elle a été transformée en une agence disposant de son propre corps de garde-frontières et de garde-côtes européens, tout en continuant ses travaux de formation et de soutien technique au contrôle des frontières. Elle est reconnue pour ses succès en matière de coordination mais on lui reproche de manquer souvent de moyens. Elle pâtit souvent des désaccords entre les différents États membres en matière de politique migratoire, ce qui limite parfois son efficacité.

Pour que les pays limitrophes ne soient pas les seuls à supporter le poids financier et humain du contrôle aux frontières, plusieurs initiatives ont vu le jour, avec un succès mitigé

Ensuite, on retrouve l'**Initiative de Malte (2019)**, dans laquelle un groupe de pays de l'UE et de la Méditerranée cherchent à mettre en place des mécanismes de répartition des migrants secourus en Mer Méditerranée Centrale. Cette initiative n'a cependant eu aucun résultat concret, car le conseil de l'Europe n'a pas pu se mettre d'accord sur une clé et des mécanismes de répartition.

Puis finalement la **Commission européenne en 2022** propose un plan d'action de l'UE pour la Méditerranée centrale avec 20 mesures pour réduire la migration irrégulière et risquée et apporter des solutions aux défis émergents dans le domaine de la recherche et du sauvetage et à renforcer la solidarité, parallèlement à la responsabilité entre les États membres.

D'autres accords ont été conclus entre l'Union européenne et des pays du pourtour méditerranéen.

Parmi des exemples récents se trouvent l'**Accord de coopération régionale pour la Méditerranée occidentale (2003)**. Cet accord entre l'Espagne, la France, l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et le Portugal permet de lutter contre l'immigration clandestine, la traite des êtres humains et promouvoir la coopération régionale.

On peut trouver par ailleurs les **Accords UE-Turquie(2016)** qui permettent de gérer les flux migratoires en échange d'une aide financière à la Turquie pour soutenir les réfugiés syriens sur son territoire. L'accord visait à freiner les traversées de la Mer Égée depuis la Turquie vers la Grèce, il est encore en vigueur aujourd'hui.

B. Défis à résoudre:

L'immigration soulève de nombreux enjeux. Premièrement une urgence humanitaire. En effet des milliers de migrants meurent chaque année en tentant de rentrer dans l'espace européen, le plus souvent en tentant de traverser la Méditerranée depuis les côtes d'Afrique du Nord, peu protégées, et où les passeurs profitent d'États défaillants et corrompus pour lancer des bateaux souvent hors d'usage. Le droit maritime international oblige à secourir une embarcation en détresse, mais malheureusement il est souvent trop tard.

Un autre enjeu qui rend d'autant plus complexe la gestion des flux migratoires sont les objectifs d'organisations politiques divergents. À l'intérieur de tous les pays européens s'affrontent différents courants de pensée sur la façon de traiter les migrants et de les intégrer ou pas dans la société. Le premier courant qui apparaît est le "sans frontiérisme" qui est une idéologie selon laquelle il faut abolir les frontières et laisser circuler librement les migrants, C'est une idéologie qui est rarement explicite, mais qui est partagée par certaines ONG et par les puissances économiques, favorables à la libre circulation, même en dehors du cadre européen.

On peut retrouver aussi l'idée de la "souverainisme nationaliste". Selon cette idée, surtout défendue par les partis de droite et d'extrême droite dont le discours se teinte souvent de xénophobie, le fait d'appartenir à une société se mérite et implique de respecter les lois du pays d'accueil avant les lois et les traditions des pays d'origine des migrants. Il est donc important d'intégrer les populations immigrés par l'éducation, l'apprentissage obligatoire de la langue, quitte à renoncer à certaines pratiques et attitudes des pays d'origine, contraires aux lois du pays d'accueil (excision, port du voile). C'est le modèle allemand et français, jusqu'à une date récente. La dernière idéologie qui suscite de nombreux conflits est le "Communautarisme", l'idée que les immigrés peuvent garder leur culture, tant qu'ils ne dérangent pas l'ordre public. c'est le modèle britannique, de certains états d'Europe du Nord et des Etats Unis, qui voit cohabiter différentes cultures côte à côte. Ensuite, l'utilisation des migrants par des mafias est aussi un enjeu majeur à résoudre. Le trafic de migrants est l'un des principaux domaines de criminalité qui affecte les frontières extérieures de l'UE. En effet, pour atteindre l'Union européenne plus de 90% des migrants irréguliers ont recours à des passeurs illégaux durant leur voyage. Les activités de trafic de migrants sont enracinées à la fois dans les pays de passage, où les passeurs tentent d'attirer les migrants et d'offrir leurs services, et dans l'UE, où les réseaux criminels facilitent les mouvements secondaires/internes et les exploitent. Elles peuvent être p

Hormis l'utilisation des migrants par les mafias certains acteurs étatiques utilisent les migrants en tant qu'outils à des fins politiques. Par exemple, le président Turc Erdogan utilise les migrations comme une menace en Méditerranée grâce à son influence en Libye pour renforcer sa position de négociation et de marchandage avec l'Union Européenne. Un autre exemple pourrait être le Maroc, qui contrôle la frontière de Ceuta, enclave espagnole qui a laissé passer 6000 migrants en mai 2021 pour des fins politiques, en effet le Maroc souhaitait un changement de position de l'Espagne à l'égard du Sahara occidental, cette technique a porté ses fruits. Finalement le manque de solidarité entre acteurs étatiques pour faire face aux enjeux migratoires pèse, par exemple l'Italie est face un flux qui représente 75% des entrées illégales par voie maritime dans l'Espace Schengen, et personne ne l'aide pour y faire face.

Objectif du sommet : Comment assurer une migration ordonnée et légale en tenant compte des nécessités des pays émetteurs et récepteurs tout en respectant le droit des hommes et des pays?

IV) REPENSER L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

A- Le défi permanent du développement

Les aides au développement désignent les initiatives, ressources financières, techniques ou humaines fournies par des pays développés, des organisations internationales comme par exemple l'ONU pour les nations en développement. Ces aides visent à améliorer les conditions de vie, à réduire la pauvreté, à renforcer les infrastructures, ainsi qu'à favoriser le développement économique et social des régions les plus nécessiteuses du monde. Malgré ces initiatives, les débats persistent quant à leur efficacité, leur impact réel et leur alignement sur les besoins réels des bénéficiaires.

B- Programmes récents d'aides

Depuis 2011 des organisations non gouvernementales telles que l'Unicef, le programme alimentaire mondial (PAM), la Croix-Rouge et des pays donateurs européens tels que l'Allemagne, le Royaume Uni et les États Unis ont fourni une aide humanitaire comprenant des fournitures médicales, de la nourriture à la Syrie

Les territoires palestiniens ont aussi bénéficié d'une aide au développement de la part de l'UE, des Nations Unies et d'autres donateurs pour renforcer les infrastructures, l'éducation, la santé et le développement économique. Parmi les autres donateurs se trouvent des acteurs tels que l'office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine et diverses ONG comme l'UNRWA.

Le royaume de Jordanie a reçu le soutien pour des projets de développement économiques, surtout dans le domaine des énergies renouvelables, du développement des infrastructures, de l'éducation et de la gestion des ressources d'eau, provenant de l'union européenne, des États Unis et d'autres pays. Les principaux contributeurs sont la Banque mondiale, l'UE et le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Le Liban a reçu une assistance internationale pour faire face aux défis socio-économiques face à l'explosion au port de Beyrouth en 2020. Cette aide comprenait des secours d'urgence, des projets de reconstruction, des programmes d'éducation et de développement économique. Parmi les principaux contributeurs se trouvent la Croix Rouge, l'Unicef, la Banque Mondiale, la France et l'Italie.

Objectif du sommet: Organiser un système d'aide profitable et durable et efficace au niveau économique pour assurer le développement des pays en besoin.

V) UN OBJECTIF DE SÉCURITÉ COMMUNE, LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LES CONFLITS

Comment lutter face à un terrorisme régional qui s'étend à l'échelle de l'Europe?

Un contexte particulier

La religion musulmane est majoritaire dans tous les pays du Moyen-Orient sauf au Liban et en Israël. Elle représenterait environ 90% de la population au Moyen Orient, ce qui fait de l'Islam la religion dominante non seulement en terme démographique, mais aussi politique.

Au sein de cette religion on trouve une importante division. D'une part, les sunnites (90% des musulmans) considèrent les disciples (califes) comme uniques héritiers du prophète Ils sont présents dans presque tout les pays du MO (Egypte, Syrie, Arabie saoudite,...). D'autre part, les chiites (10% des musulmans) considèrent la famille de Mahomet comme unique héritière (Ali enterré à Kerbala). Ils sont présents en majorité en Iran, en Irak et un peu au Liban. Pour autant une grande diversité de populations suivent d'autres croyances qui ont le plus souvent cohabité en paix : La religion chrétienne est présente mais pas en majorité : 10% des palestiniens sont chrétiens, 20% des égyptiens sont chrétiens "coptes", 50% des libanais sont chrétiens... Mais il ne faut pas oublier le judaïsme majoritaire en Israël, et d'autres croyances minoritaires comme les Yazidi, grecs orthodoxes, druzes, chrétiens syriaques...).

Pour ce qui est de la répartition du pouvoir, la minorité chiite a accédé au pouvoir politique en Iran, en Irak ou en Syrie avec Bachar El Assad ce qui provoque parfois dans la région une rivalité entre groupes sunnites et chiite accrue..

A l'intérieur de ces mouvements religieux une infime minorité d'organisations se sont tournées vers une vision intégriste et violente de l'islam et appellent à des actions terroristes depuis les années 1990. On parle de terrorisme djihadiste.

Les organisations terroristes menaçant le Moyen Orient et l'Europe

Bien qu'il n'y ait pas d'accord international sur la définition du terrorisme, les organisations les plus actives et en même temps les plus dangereuses dans ce domaine sont issues de la région médio-orientale, recrutant parfois très loin des agents prêts à perpétrer des attentats, attaques de civils et autres séquestration. Ces organisations mènent leurs actions à échelle internationale, en particulier en Europe. Pour autant, les pays et les populations les plus touchées par le terrorisme islamiste radical sont d'abord et avant tout les pays de la région méditerranéenne et médio-orientale. Voilà pourquoi l'UE propose un plan de coopération accru dans ce domaine.

Quelles sont-elles et comment les affronter ?

Al Qaida:

Al-Qaida est un groupe terroriste islamiste radical qui a été fondé en 1988 en Afghanistan. L'organisation a été impliquée dans de nombreux actes terroristes à l'échelle mondiale. Bien que sa présence principale ait été en Afghanistan et au Pakistan, Al-Qaida a également (et cela s'est accentué depuis l'intervention occidentale en Afghanistan de 2001) des ramifications au Moyen-Orient, en Europe, au Sahel...

Au Moyen-Orient, Al-Qaïda a été initialement créée dans le contexte de l'après guerre contre l'occupation soviétique en Afghanistan. Après la chute du régime taliban en 2001, Al-Qaïda a continué à opérer dans la région de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan. Al-Qaida possède dans la péninsule arabique (AQPA) une branche active qui a opéré principalement au Yémen.

En Europe avec les attentats et activités où Al-Qaïda a été impliqué dans plusieurs attentats en Europe. L'un des attentats les plus notoires a été celui du 11 mars 2004 à Madrid, en Espagne, où des explosions dans des trains ont tué et blessé de nombreuses personnes. Al-Qaïda a également revendiqué la responsabilité de l'attentat contre la rédaction de Charlie Hebdo à Paris en 2015. Al Qaïda affaiblie mais toujours présente cherche toujours à recruter des sympathisants en Europe, en exploitant les communautés musulmanes marginalisées et en utilisant la propagande en ligne pour radicaliser certains individus.

DAESH:

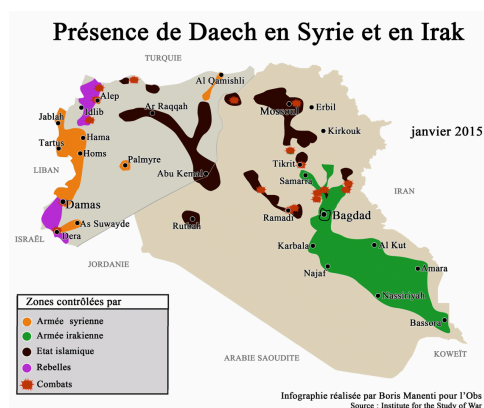
Daesh est un acronyme en arabe pour "al-Dawla al-Islamiya fi Iraq wa al-Sham", qui se traduit par "État islamique en Irak et en Syrie" (EI ou ISIS en anglais). Au cours des dernières années, le groupe a été actif au Moyen-Orient, principalement en Irak et en Syrie. Cependant, il a également eu des ramifications et des activités en dehors de cette région, dans le Sinaï et y compris en Europe.

Au Moyen-Orient , en Irak et en Syrie où Daesh a émergé au début des années 2000 et a connu une expansion rapide en Irak et en Syrie en 2014, prenant le contrôle de vastes territoires. Cependant, grâce à une coalition internationale dirigée par les États-Unis et à l'engagement de forces locales, Daesh a perdu une grande partie de son territoire au Moyen-Orient au cours des années suivantes. Cependant, des cellules dormantes et des poches de résistance subsistent encore dans certaines régions.

En Europe où Daesh a eu un impact en Europe principalement par le biais du recrutement de militants, de la radicalisation en ligne et de l'inspiration d'attaques terroristes. Des individus radicalisés ou affiliés à Daesh ont commis plusieurs attentats en Europe. Les attaques ont varié en nature, de simples attaques au couteau à des attaques plus complexes. Des villes telles que Paris, Bruxelles, Londres, et d'autres ont été touchées par ces attaques. Les gouvernements européens ont renforcé leurs mesures de sécurité, coopéré au niveau international pour lutter contre le terrorisme, et mis en place des politiques pour contrer la radicalisation. Les services de renseignement et les forces de sécurité ont intensifié leur collaboration pour anticiper et contrer les menaces potentielles.

La lutte contre le terrorisme, en particulier contre les groupes comme Daesh et Al Qaïda , reste une préoccupation majeure pour de nombreux pays dans le monde et notamment au sein de l'UE et dans la région des partenaires invités à ce sommet.

Évolution du territoire (date de janvier 2015):



Pourquoi et comment maintenir la vigilance et la lutte anti-terroriste ?

On estime que 4 000 à 5 000 ressortissants de l'UE ont voyagé ou tenté de voyager vers des zones de conflit - principalement l'Irak et la Syrie - depuis 2011 pour rejoindre des groupes terroristes tels que l'EIIL/Daech. 30 % d'entre eux sont déjà revenus dans leur pays d'origine. La question des combattants étrangers figure au premier rang des priorités politiques de l'UE depuis de nombreuses années.

Une Europe prête à agir

Les pays de l'UE ont signalé les nombres suivants d'arrestations liées au terrorisme intervenues entre 2010 et 2021: L'année la plus importante fut l'année **2017** avec plus de 1219 arrestations en tout 842 arrestations depuis 2010. Un chiffre de plus en plus en baisse avec seulement **388 arrestations** en 2021.

Les pays de l'UE ont signalé les nombres suivants d'attentats terroristes perpétrés, avortés et déjoués entre 2010 et 2021. 2010 reste l'année majeure en attentat terroriste déjoués avec 249.

Les nombres d'attentats terroristes ayant eu lieu dans l'Autriche, la Belgique, le Danemark et l'Allemagne, entre autres pays de l'UE, ont été signalés en 2021. Au sein de l'UE un total de **15** attentats a été enregistré. La **France** a connu le plus grand nombre d'**attentats** (5), suivie de l'Allemagne (3) et de la Suède (2).

388 arrestation ont été liées au terrorisme intervenue en 2021, et c'est la **France** la plus touché avec **140 arrestations**. Malgré une baisse des arrestations de terroristes, certains pays européens sont beaucoup plus touchés que d'autres ce qui complique le processus d'anéantissement du terrorisme en europe.

« Lutter contre le terrorisme, sans compromettre les valeurs communes de l'UE, telles que la démocratie, la justice et la liberté d'expression »

Une Prévention de la radicalisation

En avril 2021, l'UE a adopté un règlement relatif à la lutte contre la diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne. Les nouvelles règles seront applicables à partir du 7 juin 2022.

Les autorités compétentes des États membres seront habilitées à émettre des injonctions de **suppression à l'intention des fournisseurs de services**, contraignant ceux-ci à supprimer les contenus à caractère terroriste ou à en bloquer l'accès dans un délai d'une heure.

Une Liste de l'UE en matière de terrorisme: Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme qu'elle mène depuis les attentats du 11 septembre 2001, l'Union européenne a établi une liste **des personnes, groupes et entités impliqués dans des actes de terrorisme et faisant l'objet de mesures restrictives. La liste fait l'objet d'une révision régulière intervenant au minimum tous les 6 mois.**

Depuis septembre 2016, l'UE peut appliquer ses propres sanctions contre **l'EIL/Daech et Al-Qaida** et contre les personnes et entités qui leur sont liées ou qui les soutiennent.

L'Échange d'informations: Un échange efficace d'informations entre les services répressifs, les autorités judiciaires et les services de renseignement des États membres est essentiel pour lutter contre le terrorisme, suivre les combattants étrangers et lutter contre la criminalité organisée. Un cadre pour l'**interopérabilité** des systèmes d'information de l'UE qui contribue à la gestion des frontières, de la sécurité et de la migration (2019). La mise à jour du **système d'information Schengen**, utilisé par la police et les gardes-frontières pour partager des alertes concernant des personnes et objets recherchés ou disparus (2018). La **directive relative aux données des dossiers passagers**, qui régit le transfert et le traitement des données à caractère personnel fournies par les passagers aériens (2016). La création d'un **centre européen de lutte contre le terrorisme** au sein d'Europol afin d'appuyer l'échange d'informations entre les autorités policières nationales (2016)

Coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme

Le coordinateur est **chargé de coordonner les activités de lutte contre le terrorisme au sein de l'UE**, de suivre la mise en œuvre de la stratégie de l'UE visant à lutter contre le terrorisme et d'améliorer la communication entre l'UE et les pays tiers.

La Suppression des sources de financement du terrorisme Des règles **plus strictes** en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux ont été mises en place au sein de l'UE depuis 2018.

Le Contrôle des armes à feu:Afin de combler les lacunes juridiques qui ont permis aux terroristes d'utiliser des armes reconverties, le Conseil a adopté en 2017 de **nouvelles règles sur le contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes.**

La Numérisation de la coopération judiciaire:De plus en plus de malfaiteurs et de terroristes ont recours à la technologie pour planifier et commettre des délits. Il en résulte que les autorités s'appuient de plus en plus sur les preuves électroniques pour retrouver et condamner les malfaiteurs. L'UE travaille actuellement à l'élaboration de nouvelles règles afin de garantir un **mécanisme plus efficace en matière d'accès transfrontière aux preuves électroniques.**

Mesures destinées à lutter contre les combattants étrangers: En mars 2017, l'UE a adopté une directive relative à la lutte contre le terrorisme. Les nouvelles règles renforcent le **cadre juridique de l'UE afin de prévenir les attentats terroristes** et de s'attaquer au phénomène des combattants terroristes étrangers. La directive érige en infractions des faits tels que: suivre un entraînement ou voyager à des fins de terrorisme, organiser ou faciliter un tel voyage et fournir ou de réunir des fonds liés à des groupes ou à des activités terroristes.

Et la Coopération avec les pays tiers: La sécurité de l'Union et de ses citoyens est directement liée à ce qui se passe en dehors de l'Europe. En 2015, le Conseil a décidé d'**intensifier l'action extérieure en matière de lutte contre le terrorisme**, en particulier en Méditerranée, au Proche-Orient, en Afrique du Nord, dans le Golfe et au Sahel: la coopération avec les principaux

partenaires sera renforcée, de nouveaux projets visant à soutenir le renforcement des capacités seront lancés et les actions visant à lutter contre la radicalisation et l'extrémisme violent seront intensifiées

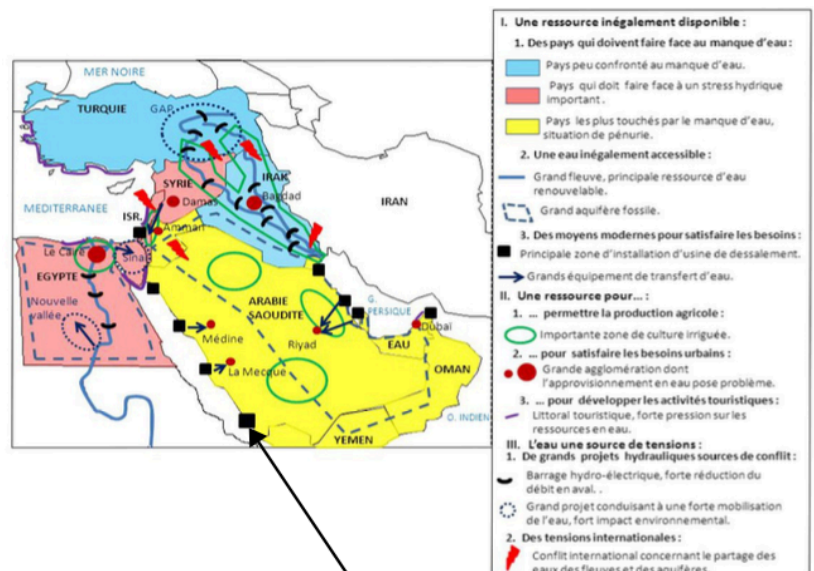
Objectif du sommet: Comment Trouver une coopération efficace afin de pouvoir réduire tout type de terrorisme autant en Europe qu'en Méditerranée Sud et au Moyen Orient?

VI) Les questions environnementales dans la relations Euro-Med - Moyen Orient

La gestion de l'eau est actuellement une source de conflit au Moyen-Orient à cause du contexte géopolitique, de la raréfaction de cette ressource, mais aussi du mode de gestion pratiqué par plusieurs pays de la région.

Les organisations des Nations unies et de l'Union européenne, ainsi que l'Union pour la Méditerranée (UPM), déploient d'énormes efforts pour trouver des solutions à ces conflits en espérant inverser la situation en faveur d'une coopération régionale et de consolider ainsi une paix permanente entre les pays riverains. Cependant, la possibilité de formuler des accords et de signer des traités entre les nations reste improbable puisque les pays de la région concernée exigent généralement des garanties pour des répartitions équitables des ressources entre les utilisateurs.

Non seulement le Moyen-Orient est une région dont les ressources en eau sont vulnérables et inégalement réparties, mais aussi les besoins en eau augmentent de manière exponentielle en raison de l'explosion démographique, des effets du changement climatique et d'une urbanisation croissante. De plus, la gestion fragmentée de cette ressource compromet le développement socio-économique de certains de ces pays, qui connaissent une demande en eau importante, face à une offre en eau très limitée, aléatoire et d'une qualité détériorée par des phénomènes de pollution.



Les ressources en eau du Moyen-Orient sont principalement les grands fleuves de la région: le Tigre, l'Euphrate et le Nil. On retrouve aussi les nappes fossiles, mais qui ont comme problème qu'elles sont souterraines et que cet eau fossile ne se renouvelle pas.

Plusieurs solutions complexes se présentent au problème de la gestion d'eau:

- La construction de nombreux barrages qui permettent de créer des lacs artificiels où l'on va capter l'eau. On les retrouve sur tous les grands fleuves. Cependant, les barrages modifient complètement le débit des fleuves, ce qui veut dire qu'en aval des barrages le débit est moins important (création de conflits, comme celui entre la Turquie, L'Irak et la Syrie)
- Les usines de dessalement (elles se multiplient au MO) qui permettent d'approvisionner en eau des grandes villes (comme Riyad). Or seulement les pays riches peuvent se payer ce type d'aménagement (cas du Yémen qui n'a qu'une seule usine de dessalement). De plus, l'impact environnemental de ces usines est mis en question puisque le sel de l'eau dessalée

est rejeté dans la mer, et on ne connaît toujours pas quelles sont les conséquences écologiques de cette action (est-ce que les usines de dessalement sont bien quelque chose de durable?).

Objectif du sommet: Mettre en place une politique de gestion durable des ressources en eau, ainsi que parvenir à une coopération régionale pour atténuer les tensions entre les nations et favoriser une utilisation plus efficace de l'eau.

VII) BIBLIOGRAPHIE

- Manuel terminale , thème 2 , Axe 1 jalon 2 et OTC
- Cours HGGSP, Terminale, Mme.Rebreyend
- <https://fmes-france.org/enjeux-migratoires-en-mediterranee/>
- <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/central-mediterranean-route/>
- <https://fr.euronews.com/my-europe/2023/03/14/les-chiffres-cles-de-limmigration-vers-lue-en-2022#:~:text=L'immigration%20irr%C3%A9gulier%C3%A8re&text=Les%20plus%20fortes%20hausses%20ont,les%20entr%C3%A9es%20irr%C3%A9gulier%C3%A8res%20en%202022.>
- <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2015-2-page-186.htm>
- <https://www.cairn.info/revue-relations-internationales-2017-4-page-3.htm>
- <https://www.cairn.info/revue-responsabilite-et-environnement-2017-2-page-49.htm>
- https://chairestrategique.pantheonsorbonne.fr/sites/default/files/2021-05/yann_richard_1_unio_n_europeenne_au_moyen_orient_un_acteur_faible_dans_un_voisinage_complice.pdf
- <https://www.un.org/fr/chronicle/article/financer-le-developpement-pour-realiser-les-odm-lexperience-dans-la-region-arabe>
- <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Aide-au-developpement-des-pays.html>
- <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2008-1-page-119.htm>
- <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/fight-against-terrorism/-a>
- <https://www.consilium.europa.eu/fr/infographics/terrorism-eu-facts-figures/>
- https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/MEMO_04_294